

L'ambition du gouvernement Youssoufi : une société démocratique

Entretien avec Mohammed Abed al-Jabri

Mohammed Abed al-Jabri est un philosophe et un intellectuel proche du premier ministre Abderrahmane Youssoufi. L'interview a été réalisée avant la mort du roi Hassan II et l'avènement du roi Mohammed VI. Il n'a pas souhaité s'exprimer après.

Le gouvernement Youssoufi enracine sa légitimité dans les années de la lutte pour l'indépendance et la démocratie au Maroc. Ses trois objectifs sont de restaurer l'image du pays à l'étranger, veiller au respect des libertés et relancer la croissance économique. Ses deux défis sont l'écart croissant entre les deux Maroc, l'un «utile» l'autre laissé pour compte, et le maintien d'une opposition aux réformes au sein même du gouvernement.

Oussama Gaber et Jean-Christophe Ploquin : — En votre qualité de militant au sein de l'opposition marocaine depuis l'indépendance (ex-membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires, USFP) et en tant qu'intellectuel qui a consacré de grands efforts à l'étude critique de la structure de la pensée arabe et de son évolution à travers l'histoire, quelle analyse faites-vous de la situation politique et sociale du Maroc ? Quels sont, d'après vous, les principes qui fondent l'action du gouvernement de l'alternance ? Quels sont ses objectifs prioritaires ? M. Youssoufi a expliqué qu'il souhaitait élargir le champ de la démocratie dans la vie sociale et politique, mais cet objectif sera-t-il suffisant pour une population qui ressent surtout la pauvreté et le chômage. Quelles sont donc les chances de M. Youssoufi de réussir l'alternance ?

Vu sous le prisme d'une analyse socio-historique, qui s'intéresse au structurel aussi bien qu'au génétique, le Maroc se présente comme un excellent exemple d'un pays où la continuité fait loi dans tous les domaines. En effet, depuis l'établissement du Protectorat en 1912, ou du moins depuis que la «pacification» est considérée comme achevée (1936), le Maroc développe, dans tous les domaines, une distorsion grandissante entre deux pôles : l'un traditionnel, l'autre moderne. Ce qui caractérise cet état de choses, ce n'est pas seulement la continuité ininterrompue dans chaque pôle, mais aussi la coexistence pacifique entre eux. Ainsi le secteur moderne, créé par le Protectorat dans tous les domaines administratifs, économiques, politiques et culturels, a continué et ne cesse de continuer à se développer dans le même sens ou presque, tandis que son «opposant», le secteur traditionnel, perdure, se développe ou se sous-développe, dans la quasi-totalité de la vie morale et matérielle du pays : le Maroc utile (économiquement) et le Maroc non utile, le *Makhzen* et l'administration publique, l'enseignement originel et l'enseignement moderne etc. Autant de couples qui témoignent de la prédominance d'une distorsion/continuité structurelle qui caractérise tous les domaines.

C'est au sein de cette distorsion/continuité, que l'on peut qualifier de «chronique» que se fait le changement et la continuité au Maroc. Deux ans avant son engagement dans l'actuelle expérience politique, qu'on qualifie au Maroc d'aujourd'hui d'«alternance», M. Youssoufi, Premier secrétaire du bureau politique de l'USFP, a comparé le Maroc à une grande salle d'attente où on est obligé de passer un temps interminable avant une éventuelle «entrée».

Tout le monde s'accorde à dire que la désignation, par S. M. Hassan II, de cet ancien résistant — qui fut aussi compagnon politique et camarade militant de M. Ben Barka et M. Bouabid — comme Premier ministre, constitue le signe d'un sérieux changement. Il s'agit d'un simple changement de gouvernement, certes, mais puisque ce changement vient après de nouveaux amendements à la constitution votée pour la première fois à l'unanimité et qui donnent naissance, au Maroc, à ce qu'on désigne aujourd'hui, avec un certain sentiment de fierté, comme «l'Institution du Premier ministre», on peut dire, ou du moins espérer, que les choses dans la «salle d'attente» marocaine commencent à bouger.

Pour mesurer combien ce changement pourrait être prometteur il faut le voir à travers le phénomène de distorsion /continuité que nous venons de mettre en relief. On doit se rappeler que la vie poli-

tique au Maroc était, et elle l'est encore, caractérisée par l'existence de deux espaces politiques.

- Un espace traditionnel fondé sur les fameuses *Bey'a* (l'allégeance) et *Choura* (consultation). Bien que le statut juridique de celle-ci ait été défini par la majorité des *foukaha* (docteurs de l'Islam) comme étant «renseignante» et non pas «obligante», elle s'impose parfois comme étant «légitimante», si j'ose dire, surtout quand il s'agit de prendre des décisions concernant des questions à caractère national. Les acteurs dans cet espace politique traditionnel sont le roi et «les gens de nouement et de dénouement», c'est-à-dire les représentants authentiques de la *Oumma* (la Nation). Il s'agissait surtout des *Oulémas* (Docteurs de la *Charia*) avant l'apparition sur la scène politique, à partir des années 30, des chefs du mouvement national moderne. Ceux-ci sont devenus, au temps du Protectorat, des *Zouama* (leaders) alliés de Sa Majesté, puis se sont transformés, depuis les premières années de l'Indépendance, en «opposition». Une «opposition de Sa Majesté» ? Peut être, mais jamais opposition à Sa Majesté. Il s'agit notamment de l'USFP (Union socialiste des forces populaires qui s'appelait à l'origine, depuis 1960, UNFP : Union nationale des forces populaires). On peut facilement deviner que c'est dans cet espace traditionnel qu'aura été prise la décision de nommer M. Youssoufi comme Premier ministre.

- A côté de cette «instance» traditionnelle s'est érigé un espace politique «moderne» formé par des élections toujours «emportées» par les descendants de la «troisième force» créée, avant l'indépendance, par les autorités du Protectorat, puis re-formée, juste après, par les «défenseurs des institutions constitutionnelles». Ceux-ci prônaient le «libéralisme» contre la politique de libération économique qu'appliquait le ministre de l'Economie nationale de l'époque 1958-1960, feu Abderrahim Bouabid (devenu premier secrétaire de l'USFP à la fin des années 60).

Ce que l'on appelle «alternance», dans le Maroc d'aujourd'hui, consiste donc, non seulement en un certain retour à la façon de former le gouvernement qui rappelle celle des années 1958-1960, mais signifie surtout le recours à une procédure, lente peut-être, mais inévitable, qui doit amener à un remplacement pacifique de l'espace politique traditionnel par un espace vraiment moderne, c'est-à-dire vraiment démocratique. En d'autres termes, la vocation du gouvernement de l'alternance dont M. Youssoufi est Premier ministre consiste, dans le domaine du politique, à donner à la monarchie marocaine un contenu

vraiment constitutionnel et démocratique.

La question de la démocratie au Maroc n'est plus celle des libertés publiques qui jouissent actuellement d'une marge grandissante, ni celle des droits de l'homme dont le dossier devient de plus en plus léger, mais elle est, dorénavant, celle de «l'exercice du pouvoir». Si le «roi qui règne et ne gouverne pas» est un slogan qui dépasse de loin les exigences de la réalité actuelle, «l'Institution du Premier ministre», qui marque le changement dans le domaine du politique au Maroc, reste dépourvue de sens tant que les cinq ministères dits de «souveraineté», à savoir l'Intérieur, la Justice, les Affaires étrangères, les *Habous* et la Défense nationale restent indépendants de la dite Institution et, par conséquent, hors du contrôle du Parlement — encore faudrait-il, en outre, que celui-ci soit élu démocratiquement, hors de l'intervention du ministère de l'Intérieur. La neutralité de ces ministères, garantie par Sa Majesté, ne se contredit pas avec leur responsabilité devant celui que le roi a choisi pour le poste de Premier ministre. L'alternance ne saurait accomplir son rôle de rendre possible le passage pacifique de l'espace politique traditionnel, que la disparition de ses acteurs rendra un jour non-opérationnel, à l'espace moderne, seul garant de la continuité dans le monde d'aujourd'hui et de demain, sans une action de réforme administrative et judiciaire, efficace et persévérante, dirigée par le Premier ministre lui-même, en sa qualité de responsable devant Sa Majesté et le Parlement.

S'agissant de la situation sociale, économique et culturelle le phénomène de distorsion/continuité s'affiche grossièrement dans le profond fossé qui sépare une minorité de riches, moins de 5% des habitants du Maroc, du reste de la population. Le salaire des «hauts cadres» est plus de cent fois supérieur au SMIG. Le taux de chômage dépasse les 20%. Ce qui frappe le plus dans cette distorsion effrayante ce n'est pas seulement le degré de pauvreté qu'elle affiche mais surtout le fait qu'elle représente deux univers totalement différents : l'un traditionnel portant toutes les caractéristiques de la vie du Moyen Age, au niveau de l'économique comme à celui du social et du culturel ; l'autre moderne s'accrochant fortement aux modes de vie et de pensée qualifiés d'ultramodernes en Europe et aux Etats-Unis d'Amérique.

Dans ce domaine, les choses sont très graves. Car dans une telle situation c'est la classe moyenne, l'arbre cérébral du phénomène production/consommation donc du développement, qui agonise. Il est superflu d'insister sur ce point. Contentons-nous donc de dire que la

réussite du gouvernement de M. Yousseoufi dépend beaucoup de ses réalisations socio-économiques. Or celles-ci dépendent de deux sortes de conditions : intérieures et extérieures.

Au niveau intérieur, il faut noter le soutien des syndicats, du patronat et de la quasi-totalité du peuple marocain au programme du gouvernement et surtout leur confiance en la personne de M. Yousseoufi connu pour sa droiture, sa probité et son patriotisme. Mais on doit noter également la carence d'une administration qui a accumulé pendant plus de trente ans toutes les mauvaises conduites que consacrent les interventions illégales, les pressions, le clientélisme, la corruption etc. On peut même penser au manque de volonté de réforme et de changement chez plusieurs chefs dans les domaines contrôlés par les ministères dits de «souveraineté».

Au niveau extérieur, le soutien et les encouragements à cette expérience, qui a conduit le chef de l'opposition à la tête du gouvernement, ont dépassé de loin toutes les prévisions, y compris celles de M. Yousseoufi lui-même. Les lettres de félicitations qu'a reçues ce dernier sont très significatives. Elles sont signées par des chefs d'Etats et de gouvernements des quatre coins du monde, non seulement pour le féliciter et lui adresser leurs vœux dans un langage de courtoisie très classique en de pareilles occasions, mais aussi pour souligner l'importance de l'événement en matière de démocratisation dans le Tiers Monde et exprimer leur soutien, ne cachant pas leur intention de l'encourager et de «faire pression» pour que l'expérience avance vite et devienne irréversible. Ce soutien extérieur revêt une importance particulière aux yeux des Marocains, gouvernants et gouvernés. Il est parfois plus décisif, au niveau de l'agir politique, que les protestations des masses populaires car celles-ci peuvent être réprimées d'une façon ou d'une autre, tandis que celui-là reste souvent hors de portée.

Cependant, le soutien verbal comme la pression morale ne suffisent pas. Car le gouvernement de l'alternance au Maroc ne doit pas seulement faire face aux difficultés relevant du domaine du politique, la démocratisation en l'occurrence, mais aussi à de sérieuses contraintes financières et économiques. Soutenir et encourager l'expérience de démocratisation au Maroc doit prendre un contenu concret. Par exemple : allègement sérieux de sa dette extérieure, établissement d'un régime de partenariat qui au lieu d'asphyxier, par la loi de la concurrence, ses efforts de développement agricole et industriel, ouvre de nouvelles perspectives à un développement plus dynamique.

La réussite de la démocratisation au Maroc dépend donc aussi bien de la compréhension des acteurs du pouvoir au sein de ses institutions que de celle de ses amis (la France, l'Espagne et le reste de l'Europe sans oublier le rôle très important que pourraient jouer les Etats-Unis d'Amérique). Mais la réussite dépend en premier lieu de l'équipe gouvernementale, de son homogénéité, de son efficacité et de la capacité de ses membres à donner le bon exemple. Jugeant le comportement de cette équipe durant les vingt mois qui se sont écoulés depuis sa formation, on peut affirmer que les choses vont bien dans l'ensemble et que sauf actes de sabotage prémédités qui visent à mettre fin au processus, ce gouvernement peut survivre jusqu'aux élections prochaines, ce qui permettra de le juger d'après ses réalisations.

Concernant l'état actuel de l'action du gouvernement Youssoufi, on peut constater qu'elle s'est manifestée clairement sur trois volets :

- Nettoyer l'image du Maroc à l'extérieur des taches qui l'ont affectée et noircie durant de longues années de répression. Les voyages que M. Youssoufi a effectués en Europe, en Asie et en Afrique, au détriment de sa santé fragile, ont eu comme résultat immédiat de sensibiliser les dirigeants des pays amis sur le fait que les choses ont changé au Maroc. La preuve en est que le militant Youssoufi, connu dans les instances internationales en tant que défenseur des droits de l'homme qui a passé de longues années d'exil en ne cessant de défendre la cause démocratique de son pays, cet ancien résistant qui assume depuis la disparition de Maître Bouabid la direction du «Parti de Ben Barka», est bien devenu Premier ministre d'un gouvernement d'alternance ayant pour mission la réalisation du passage pacifique à la démocratie.

- Le deuxième volet est celui de la concrétisation du respect des libertés en commençant par le règlement définitif du dossier des droits de l'homme y compris celui des disparus pour lequel le principe de l'indemnité a été officiellement consacré. Il faut noter également que les mouvements de contestations et de protestations syndicales, y compris les manifestations dans les rues, se passent sans intervention policière hostile. La liberté d'expression est consolidée quoique la chaîne officielle de télévision, encore sous l'influence du ministère de l'Intérieur, continue à ignorer le changement.

- Le troisième volet de l'action du gouvernement de l'alternance au Maroc a trait à *«la création des conditions d'une croissance économique élevée et durable, génératrice d'emplois, y compris la mise en œuvre des pro-*

grammes sociaux destinés aux populations rurales». Dans ce domaine les choses commencent à bouger mais lentement, certes. Il est évident que dans les secteurs sociaux et économiques les résultats ne sauraient être immédiats. M. Youssoufi l'a bien exprimé devant la Commission centrale de son parti en déclarant : «*Nous plantons et il faut attendre que les plantes donnent leurs fruits*».

Oui, il faut attendre ! Cependant, il paraît que l'attente se fera cette fois non pas dans l'ancienne «grande salle d'attente» mais plutôt dans une antichambre !

— Quel est le degré de contestation interne au sein de l'USFP et des syndicats ? On oppose souvent une jeune génération à la «vieille garde» de l'USFP : est-ce fondé ? Quels sont les milieux hostiles à l'action du gouvernement de l'alternance ? Comment expliquer la «main tendue» de M. Youssoufi à certains milieux islamiques ? N'est-ce pas un aveu de leur force ? Y a-t-il un courant islamique/salafiste au sein de l'USFP ?

Je crois que la situation au sein de l'USFP ne justifie pas le souci exprimé par ces questions. Il faut rappeler tout d'abord que l'USFP est le seul parti des pays du Tiers Monde qui se trouvait à la tête du mouvement de libération nationale de son pays (de 1953 à 1956, M. Youssoufi et beaucoup d'autres responsables étaient parmi les dirigeants de la résistance et de l'armée de libération) et qui est resté pratiquement hors du gouvernement après l'indépendance, militant pour l'instauration de la démocratie.

Il s'agit donc d'un parti qui a passé plus d'un demi-siècle dans l'opposition. Ses racines s'étendent jusqu'au mouvement contestataire qu'a connu le parti de l'*Istiqlal* pendant la seconde moitié des années 40, mouvement réclamant la démocratie au sein du parti.

Je veux dire par là que la contestation, c'est-à-dire l'esprit critique, est inhérente à ce parti politique qui affirme toujours son identité en tant que : «*continuité du mouvement de libération nationale*». Etant l'un des jeunes ayant participé à sa fondation, j'ai moi-même vécu toutes les péripéties qu'a traversées ce parti depuis sa création officielle en janvier 1959 : secrétaire de rédaction de son premier journal *Attahrir* dirigé par M. Youssoufi lui-même, ensuite membre du conseil national (1962), membre de la commission centrale (1972) membre du bureau politique (1975-1981), puis simple cadre intellectuel gardant d'étroites relations avec la direction du parti. Nous avons vécu des moments difficiles, surtout entre 1963 et 1973, période pendant laquel-

le le général Oufkir était à la tête de la sûreté nationale et du ministère de l'Intérieur. Notre parti était, durant ces longues années, pratiquement interdit (Ben Barka a été enlevé en 1965).

Cette longue et difficile expérience a fait de l'USFP un corps comparable à un grand morceau de pâte plutôt qu'à un corps rigide. La contestation ou même les disputes peuvent déformer cette pâte mais pas la casser. C'est vrai aussi de l'opération dite «Décisions du 30 juillet 1973» qui a mis fin à l'alliance entre l'Union nationale des forces populaires (UNFP) et l'Union marocaine du travail (UMT) et qui a conduit à la modification du nom de l'UNFP en USFP. Mahjoub Ben Seddik voulait «*sauvegarder la classe ouvrière hors des luttes politiques*» mais seul Abdallah Ibrahim, membre du secrétariat général de l'UNFP, a quitté nos rangs, tandis que la quasi-majorité des masses ouvrières quitta l'UMT pour rejoindre la Confédération démocratique du travail (CDT) créée par les militants de l'USFP.

Durant toute cette longue histoire de lutte pour l'instauration de la démocratie au sein du parti comme au sein de la société, il n'a jamais été question de conflit des générations. Les conflits au sein de l'USFP reflétaient, et continuent à refléter, la rivalité entre deux élites qui se disputent, dans la société marocaine tout entière, postes et places bénéfiques : l'une, émanant de l'aristocratie citadine qui fournit à l'Etat ses cadres techniques (les fonctionnaires du *Makhzen*) et une autre, issue des milieux ruraux, nouvellement instruits, réclamant son droit à être «bien placée comme les autres» au sein des centres de décision. Ce type de «rivalité d'élites» s'exprime de plusieurs façons dans la société marocaine et va jusqu'à se substituer parfois aux autres conflits sociaux : conflits de classes, rivalités régionales, ethniques, culturelles, etc.

C'est dans ce cadre qu'il faut situer les quelques contestations exprimées dans l'USFP, comme chez ses partenaires dans le gouvernement d'alternance. On ne conteste pas le principe de participer à ce gouvernement, puisque la décision a été prise à l'unanimité par les instances appropriées ; on ne conteste pas les concessions faites au niveau des portefeuilles, ni au niveau du programme ; mais on manifeste un certain mécontentement à l'égard du choix fait au niveau des personnes appelées à tel ou tel ministère. C'est compréhensible. Heureusement, ce genre de malaise ne dure pas longtemps, et la passivité qu'il engendre laisse aussitôt place aux habitudes militantes.

Quant aux milieux hostiles à l'action du gouvernement on peut citer bien sûr ce qu'on appelle actuellement l'«opposition» qui formait la

«majorité» pour les gouvernements antérieurs à celui de l'alternance. Ce sont les parlementaires représentant les partis issus originellement de la «troisième force» dont il a été question plus haut. Les gens du peuple les désignent comme «partis administratifs» parce qu'ils sont toujours soutenus, surtout pendant les élections, par les services du ministère de l'Intérieur. Leur rôle leur est dicté par les «circonstances». Or, celles-ci sont, jusqu'à présent du moins, en faveur de l'alternance. On peut ajouter à cette «opposition» celle, non déclarée, pratiquée dans quelques secteurs ouvriers par quelques cadres se réclamant de l'UMT et gardant de «bons rapports» avec les services de l'Intérieur.

En ce qui concerne l'attitude des islamistes, il faut distinguer ceux qui ont de bonnes relations avec l'Intérieur et qui se sont intégrés au sein de l'ancien parti du docteur Al Khatib, l'un des chefs de l'armée de libération et ami de M. Youssoufi. Ceux-ci, ayant participé aux dernières élections, comptent une dizaine de députés et soutiennent «du dehors» le gouvernement Youssoufi, c'est-à-dire votent pour lui sans y participer. L'autre organisation islamiste, qui paraît plus forte et qui conteste quelques aspects pratiques de la *Baya'a* (allégeance) au Maroc, est dirigée par M. Abdessalam Yassin ; elle s'oppose non pas à M. Youssoufi dont elle reconnaît le militantisme et l'honnêteté, mais aux aspects du régime qu'elle considère non conformes avec l'idéal islamique.

De son côté M. Youssoufi, comme d'ailleurs la quasi-totalité des militants de son parti, n'est pas hostile aux islamistes. Mis à part les querelles estudiantines au sein des universités, les rapports entre l'USFP et le phénomène islamiste sont sinon coopératifs du moins pacifiques. L'islamisme au Maroc ne se présente pas comme une alternative à l'état actuel des choses. Il ne s'agit pas d'un projet idéologique comme c'est le cas dans d'autres pays arabes et musulmans, mais plutôt de contestation politique et socio-économique se référant à l'idéal de l'islam : une contestation animée par quelques cadres appartenant aux rangs d'une élite plus ou moins marginalisée dont il a été question plus haut et dont les membres se sentent victimes de l'inégalité des chances, au sein des partis politiques comme dans la société tout entière.

On peut objecter que ceci est le cas dans les autres pays arabes et musulmans. C'est vrai dans une certaine mesure, mais la différence est radicale. D'une part, le Maroc n'a pas connu de parti unique qui fait de l'islamisme la seule alternative, la seule opposition. D'autre part, l'islam au Maroc est un. Il est la seule religion partagée par toutes les

composantes du peuple marocain (excepté les Juifs évidemment). Ensuite les partis politiques, l'Etat et la monarchie se rattachent tous à l'islam. Le mouvement national, dont l'USFP est issue, était à l'origine un mouvement salafiste. Nationalisme et Salafisme faisaient un pendant les années 30, 40 et 50. La scission au sein de l'*Istiqlal* (Parti de l'indépendance) qui est à l'origine de l'USFP, n'était pas entre islamistes et laïques : les deux existent toujours dans les deux camps, mais «à titre personnel» et non en tant que courants idéologiques. Au Maroc, la laïcité comme l'islamisme sont plutôt le résultat d'une formation intellectuelle qu'un choix idéologique. D'une façon générale les conflits idéologiques au Maroc sont d'ordre socio-économique. La religion n'est pas sujet de discorde, au contraire. De toutes façons, personne n'ose prétendre que son islam est plus authentique que celui de son voisin ou adversaire. La différence est reconnue seulement au niveau de la pratique. Il y a des pratiquants et des non pratiquants, mais tous se déclarent musulmans.

C'est à partir de cet état de choses qu'il faut penser le rapport entre les islamistes et le gouvernement Youssoufi. En effet, au Maroc, il y a toujours une «main tendue» entre les islamistes et les partis politiques qui trouvent leur origine dans le mouvement national pour l'indépendance : l'*Istiqlal*, l'USFP, l'UNFP, l'OADP (l'Organisation de l'action démocratique et populaire formée par des jeunes gauchistes influencés par le mouvement de mai 1968 en France). Entre ces partis et les islamistes, il n'y a pas de rupture. Les racines et l'appartenance à l'«opposition» font dénominateur commun. En revanche, on ne peut concevoir aucune «main tendue» entre les islamistes et les partis issus de «la troisième force», ceux que les gens du peuple appellent «partis de l'administration». Donc, la logique des choses, au Maroc, pousse à prévoir une certaine alliance entre le gouvernement Youssoufi et les islamistes. Ceux-ci ne peuvent s'y opposer, car ce serait absurde — à leurs yeux avant ceux des autres — de se trouver dans le camp de l'«opposition» actuelle dont personne n'ignore les rapports avec l'Intérieur. Ce serait se suicider.

Quant à M. Youssoufi, il ne saurait ignorer l'existence du phénomène islamiste en tant que l'une des expressions du malaise profond qui s'ancre dans le corps de la société marocaine. Démocrate par nature, défenseur des droits de l'homme et avant tout fils des quartiers populaires de Casablanca et de Tanger, ancien élève de lycée ayant participé activement, durant les années 40, à l'organisation du mouvement étudiant sous l'étendard de *Salafia* (terme toléré par les autorités du

Protectorat à cause de sa connotation religieuse mais qui signifiait pour ces jeunes élèves nationalisme et patriotisme, mots interdits), M. Youssoufi ne peut pas ne pas voir son image de jeunesse se refléter sur les visages des jeunes islamistes d'aujourd'hui.

— Est-il juste de dire que le Maroc vit une période historique avec le gouvernement Youssoufi ? Est-ce une nouvelle expérience de la modernité en terre arabe ou en tout cas marocaine ? Dans l'introduction de votre livre *Critique de la raison arabe* (éditions La découverte, ndlr), vous affirmez que «*toutes expressions de la modernité devront être axées autour de la rationalité et de la démocratie*» : est-ce l'expérience qu'est en train de vivre le Maroc ?

Je crois qu'il faut d'abord s'entendre sur la signification de ces termes tant évoqués : «période historique» et «modernité».

En principe toute période est historique, c'est-à-dire un maillon dans la chaîne de l'Histoire. L'importance de chaque période, comme ses limites, ne peut être déterminée avant qu'elle soit «entrée dans l'Histoire», c'est-à-dire passée et surtout classée d'après un point de repère séparant un «avant» d'un «après». Compte tenu de cette définition, ce gouvernement, dit de l'«alternance» inaugure-t-il vraiment une rupture avec l'ancien mode de gouverner au Maroc ? Disons que le Maroc vit actuellement une période historique si, et seulement si, l'historien de demain se voit obligé ou du moins convaincu de la situer en tant que période de transition, de passage de l'espace politique traditionnel à l'espace politique moderne. Il est évident que ce passage est de nature irréversible. Mais cette expérience est-elle elle-même irréversible ? Je le crois, je l'espère car si «irréversible» veut dire «non-retour», il est difficile de s'imaginer où se situe le champ de cet éventuel retour !

S'agissant de la question de la «modernité» je serais bref. Vous m'avez facilité la tâche en spécifiant : «*la modernité en terre arabe ou en tout cas marocaine*», car, à mon sens, la modernité n'est pas toujours, ni partout, la même. En Occident, la modernité a consisté surtout en une triade : la laïcité, la rationalité et la démocratie. En terre d'islam, la laïcité ne saurait être quelque chose de pertinent. Elle ne pourrait être définie, comme en Occident chrétien, par rapport à un «autre» connu et bien défini : l'Eglise en tant qu'institution omniprésente, d'une visibilité indéniable. Définir la laïcité en tant que «séparation de l'Eglise et de l'Etat», ou du «spirituel et du temporel», renvoie à quelque chose